

Etienne de Durand (Ifri): une mission «de longue haleine»

Chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), Etienne de Durand vient d'effectuer une mission en Afghanistan. Malgré les opérations de harcèlement menées par les talibans, il estime que des progrès sont visibles notamment dans la formation de l'armée afghane mais que chacun doit se préparer à une mission «de longue haleine».

CL. Pendant la campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy avait annoncé un allègement du dispositif français. Comment expliquez-vous son revirement ?

Etienne de Durand. C'était un propos de campagne, peu en cohérence avec son programme politique à l'égard de l'Otan. Le candidat Sarkozy ne cachait pas qu'il voulait normaliser les relations de la France avec l'Otan et, dans ce cadre-là, il eut été assez étrange de proposer parallèlement un désengagement en Afghanistan. Il est en revanche très exagéré de parler de soumission vis-à-vis des Américains. La plupart des pays européens sont très attachés à l'Otan.

Ce qu'essaie de faire Nicolas Sarkozy n'est pas une rupture stratégique, mais un mouvement tactique qui consiste à essayer d'obtenir des avancées significatives en matière de défense européenne en donnant en parallèle, en particulier vis-à-vis des Britanniques, des gages sur l'Otan. Il faut également être conscient que depuis Giscard d'Estaing, la France a progressivement réintégré le dispositif militaire d'une Alliance Atlantique qu'elle n'a jamais quitté.

Un millier d'hommes sont-ils indispensables sur le terrain en plus des quelque 50.000 déjà présents ?

E.d.D. Ce n'est pas seulement une question de nombre. Ce que l'Otan recherche, ce sont

des forces réellement employables pour toutes les missions et pour toutes les zones, en particulier au sud et à l'est du pays. Un ou deux bataillons en plus ne changeront pas radicalement la donne. L'idéal serait d'en avoir dix voire plus, avec des moyens de surveillance et de transport tactique. Il faut revoir à la hausse les capacités militaires mais aussi les moyens civils pour l'aide à la reconstruction et au développement.

Au-delà de la sécurisation, l'Otan doit aussi élaborer une stratégie réaliste, essentiellement en révisant à la baisse les ambitions initiales. Pour vendre l'intervention aux opinions occidentales, on a eu tendance à accumuler les objectifs sans établir de priorité. On a promis en vrac l'établissement d'un Etat démocratique, la promotion des droits de l'homme, le développement économique, la lutte anti-drogue etc... Or, on ne va pas faire de l'Afghanistan une démocratie occidentale postmoderne d'un coup de baguette magique, ni en cinq, ni en dix ans. Il faut donc se focaliser sur la construction de l'Etat afghan, de l'armée, de la police - on est encore loin du compte en la matière -, des garde-frontières et du système carcéral. Enfin, une bonne partie de l'aide occidentale n'est pas dépensée à cause des incapacités locales à effectuer toutes les démarches administratives. Dans un pays qui compte 70% d'illettrés, il n'est en effet pas facile d'avoir des gouverneurs locaux à peu près compétents et honnêtes. La bonne gouvernance locale est la condition du développement et de l'adhésion des populations.

Le risque d'enlèvement pointé par certains est-il réel ?

E.d.D. C'est forcément une opération de

longue haleine. Nous sommes d'ailleurs toujours au Kosovo, même encore en Bosnie. Ce type de crises demande au moins une décennie et parfois deux pour être résolues. Cela ne veut pas dire pour autant que nous serons en première ligne pendant vingt ans. Il faut bien comprendre qu'il n'existe pas de succès purement militaire face à une insurrection. En outre, dans le cas afghan, les insurgés disposent d'un sanctuaire de l'autre côté de la frontière afghano-pakistanaise. L'action militaire consiste à sécuriser les zones et les populations face à la coercition exercée par les insurgés. Et l'armée afghane a vocation à remplacer progressivement les armées occidentales. Encadrée et aidée par l'Otan, elle participe déjà avec succès à un certain nombre d'opérations.

Mais si nous ne sommes pas prêts à rester longtemps, à prendre des risques et à accepter de payer le prix du sang, alors il ne faut pas y aller du tout. Et être prêts à gérer les conséquences d'un retrait: déstabilisation de la région, particulièrement du Pakistan, guerre civile en Afghanistan, redéploiement d'Al-Qaïda sur place et préparation de nouveaux attentats à grande échelle... Face à la mouvance djihadiste, partir maintenant serait plus qu'un aveu d'échec, ce serait une défaite.

Propos recueillis par Dominique Garraud